



**MAYENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°53-2021-139

PUBLIÉ LE 13 OCTOBRE 2021

# Sommaire

## **DDT53-service eau et biodiversité-EAU /**

53-2021-10-13-00001 - Arrêté du 13 octobre 2021 limitant provisoirement certains usages de l'eau dans le département de la Mayenne (6 pages)

Page 3

## **Service interministériel de défense et de protection civiles /**

53-2021-10-07-00002 - Arrêté préfectoral actualisé désignant les centres de vaccination en Mayenne (2 pages)

Page 10

DDT53-service eau et biodiversité-EAU

53-2021-10-13-00001

Arrêté du 13 octobre 2021 limitant  
provisoirement certains usages de l'eau dans le  
département de la Mayenne



Arrêté du 13 octobre 2021  
limitant provisoirement certains usages de l'eau dans le département de la Mayenne

**Le préfet de la Mayenne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 211-3, R. 211-66 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-29 et L. 2215-1 ;

Vu le code civil et notamment les articles 640 à 645 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2021 portant délégation de signature en matière administrative générale à Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2021 portant subdélégation de signature en matière administrative générale de Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne en vigueur ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie en vigueur ;

Vu l'arrêté cadre préfectoral n° 2021-05-124 du 17 mai 2021 relatif à la définition des seuils d'alerte et à la mise en œuvre des mesures de limitation des usages de l'eau en période d'étiage ;

Considérant que l'évolution des débits observés aux stations hydrométriques de référence permet de rétrograder au seuil de vigilance les territoires hydrographiques de la Sarthe aval et de l'Oudon et de lever la vigilance sur les territoires hydrographiques de la Sarthe amont, de la Mayenne amont Est et de la Mayenne médiane et aval ;

Considérant que des mesures de restriction et d'interdiction temporaires de certains usages de l'eau sont rendues nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable, des écosystèmes aquatiques et pour la protection des ressources en eau, compte tenu de la précarité des écoulements superficiels et des réserves en eau du sol et du sous-sol ;

Sur proposition de la directrice départementale des territoires de la Mayenne ;

## ARRETE :

### Article 1 :

L'évolution des débits observés aux stations hydrométriques de référence visés à l'article 8 de l'arrêté cadre préfectoral n° 2021-05-124 du 17 mai 2021 entraîne la mise en œuvre des mesures prévues à l'article 7 du même arrêté.

Le niveau de restriction en vigueur sur chacun des territoires hydrographiques est le suivant :

Territoire hydrographique	Vigilance	Alerte	Alerte Renforcée	Crise
Mayenne amont Ouest				
Mayenne amont Est				
Mayenne médiane et aval				
Sarthe amont				
Sarthe aval	X			
Oudon	X			

Le rattachement aux territoires hydrographiques de chaque commune est rappelé en annexe.

### Article 2

Les mesures qui s'appliquent sont les suivantes :

Catégorie 1 : usages professionnels				
Usages agricoles	Niveau 1 (Vigilance)	Niveau 2 (Alerte)	Niveau 3 (Alerte Renforcée)	Niveau 4 (Crise)
Irrigation des grandes cultures, des prairies et autres usages agricoles non cités ci-après	Auto-limitation	Interdiction de 10h à 20h et interdiction le dimanche de 20h au lundi 10h	Interdiction	Interdiction
Arrosage raisonné : – des plantes sous serres et des plantes en containers, – des cultures irriguées au goutte-à-goutte ou par micro-aspersion, – des jeunes plants et bassinage des semis		Auto-limitation	Interdiction de 10 h à 20 h et interdiction le dimanche de 20 h au lundi 10 h	
Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau		Interdiction	Interdiction	
Abreuvement et hygiène	Non concernés par le présent arrêté			

des animaux				
Usages professionnels non agricoles	Niveau 1 (Vigilance)	Niveau 2 (Alerte)	Niveau 3 (Alerte Renforcée)	Niveau 4 (Crise)
Usages de l'eau strictement nécessaires au processus de production ou à l'activité exercée (Artisanat, ICPE ne disposant pas de mesures spécifiques d'économie d'eau en cas de franchissement de seuil)	Auto-limitation	Auto-limitation	Objectif de réduction de 20 % du volume journalier maximal autorisé (ou habituellement prélevé pour ceux qui n'ont pas d'autorisation ou de disposition particulière)	Arrêt sur décision du préfet
Usages de l'eau non strictement nécessaires au processus de production ou à l'activité exercée (y/c ICPE)		Interdiction de 8h à 20h	Interdiction	Interdiction
Arrosage des champs de courses et pistes d'entraînements		Interdiction sauf pisciculture	Interdiction sauf pisciculture	
Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau		Interdiction de 8h à 20h	Interdiction sauf green et départs de 20h à 8h	Interdiction sauf green de 20h à 8h
Arrosage des golfs		Interdiction sauf avec du matériel haute pression et avec un système de recyclage de l'eau, recyclant un minimum de 75 %	Interdiction sauf impératif sanitaire	
Station de lavage		Interdiction de 8h à 20h	Interdiction	
Autres usages professionnels non cités ci-avant		Non concernés par le présent arrêté		
Abreuvement et hygiène des animaux				

Catégorie 2 : usages domestiques				
Usages des particuliers	Niveau 1 (Vigilance)	Niveau 2 (Alerte)	Niveau 3 (Alerte Renforcée)	Niveau 4 (Crise)
Arrosage des potagers	Auto-limitation	Auto-limitation	Interdiction de 8 h à 20 h	Interdiction de 8h à 20h
Arrosage des espaces verts, pelouses et jardins non potagers		Interdiction de 8 h à 20 h	Interdiction	Interdiction
Remplissage des piscines privées (d'une contenance		Interdiction de remplissage sauf remise à niveau et premier remplis-		

supérieure à 1 m <sup>3</sup> )		sage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions	
Nettoyage des véhicules, bateaux, façades, murs, toits, terrasses...		Interdiction	
Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau			
Autres usages des particuliers non cités ci-avant			

Catégorie 3 : usages publics				
Usages des collectivités	Niveau 1 (Vigilance)	Niveau 2 (Alerte)	Niveau 3 (Alerte Renforcée)	Niveau 4 (Crise)
Remplissage des piscines publiques	Auto-limitation	Interdiction sauf 1ere mise en eau liée à la construction ou raison sanitaire		Interdiction sauf raison sanitaire
Arrosage des espaces verts		Interdiction de 8h à 20h	Interdiction	
Arrosage des terrains de sports				
Arrosage des massifs de fleurs				
Nettoyage des voiries (places, trottoirs, caniveaux...)		Interdiction sauf raison sanitaire		
Alimentation des fontaines publiques (par réseau)		Interdiction sauf circuit fermé		Interdiction
Navigation fluviale		Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses Mise en place de restrictions adaptées et spécifiques si nécessaires		Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses Arrêt de la navigation si nécessaire
Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau		Interdiction sauf baignade autorisée		Interdiction
Autres usages publics non cités ci-avant		Interdiction de 8h à 20h		Interdiction

Catégorie 4 : usages des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
Les ICPE appliquent les dispositions spécifiques d'économie d'eau contenues dans les arrêtés préfectoraux qui leur ont été notifiés. Pour tous ces ICPE, les usages de l'eau non strictement nécessaires au process de production (arrosages espaces verts...) sont interdits de 8 h à 20 h en période d'alerte et totalement interdits en périodes d'alerte renforcée et de crise.
Les ICPE soumises au régime de déclaration, celles autorisées ou enregistrées dont les arrêtés ne contiennent pas de disposition spécifique prévoyant les mesures proportionnées à prendre en cas

de franchissement des seuils de gestion (vigilance, alerte, alerte renforcée et crise) relèvent des dispositions prévues pour la Catégorie 1 "Autres usages professionnels".

La vidange des plans d'eau est interdite sauf autorisation pour les usages commerciaux (piscicultures déclarées).

La vidange des piscines privées (d'une contenance de plus de 1 m<sup>3</sup>) est interdite en cas de seuils d'alerte renforcée et de crise.

### **Article 3**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du lendemain de la date de sa signature. Elles demeureront en vigueur tant que les prochaines observations de l'état de la ressource ne justifieront pas de mesures nouvelles. Quelle que soit la situation hydrologique constatée sur les bassins hydrographiques concernés par le présent arrêté, elles prendront fin le 31 octobre 2021 inclus.

### **Article 4**

L'arrêté du 8 septembre 2021 limitant provisoirement certains usages de l'eau dans le département de la Mayenne est abrogé.

### **Article 5**

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le sous-préfet de l'arrondissement de Mayenne, la directrice départementale des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur départemental de l'emploi, du travail, de la solidarité et de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les agents visés à l'article L. 172-1 du code de l'environnement, les maires des communes des territoires hydrographiques concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les mairies et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Mayenne.

Le préfet  
Par délégation,  
La directrice départementale des territoires,  
Signé  
Isabelle Valade

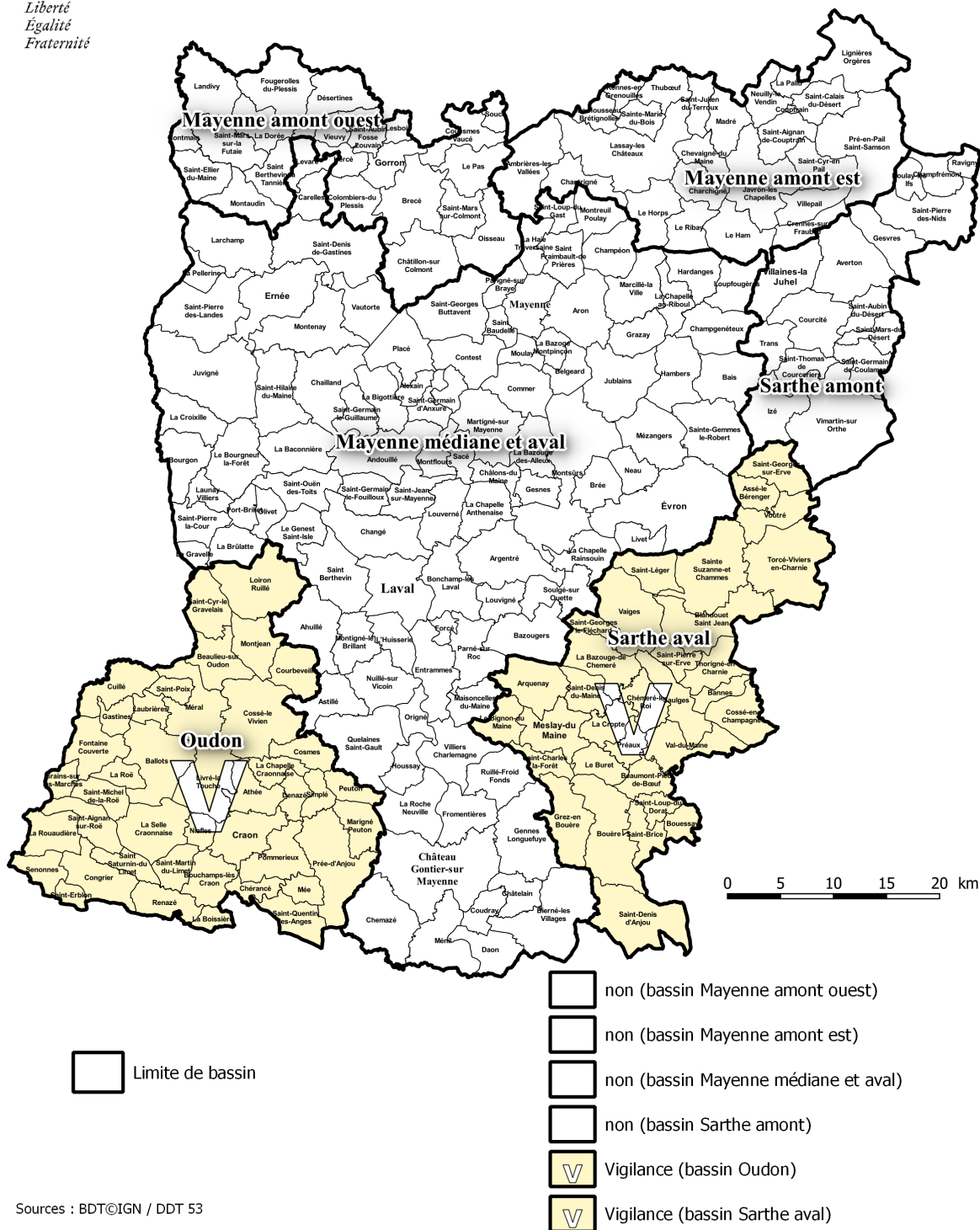


# ANNEXE 1 :



## Gestion des étiages

### Restriction de l'usage de l'eau



Sources : BDT©IGN / DDT 53

Service/Unité : SEB/EAU

Date : 12/10/2021

Direction Départementale des Territoires de la Mayenne - Cité administrative - Rue Mac Donald BP 23009 - 53063 Laval cedex 09

Service interministériel de défense et de  
protection civiles

53-2021-10-07-00002

Arrêté préfectoral actualisé désignant les centres  
de vaccination en Mayenne

**Arrêté n°2021-280-05-DSC du 7 octobre 2021**  
portant désignation des centres de vaccination contre la covid-19  
dans le département de Mayenne

**Le préfet de la Mayenne,**

**VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.3131-1, L.3131-8, L.3131-16 et L.3131-17 ;

**VU** la loi n°2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n°2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

**VU** le décret du Président de la République du 17 février 2021 portant nomination de M. Xavier LEFORT, en qualité de préfet de la Mayenne ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, notamment son article 5 ;

**VU** l'avis du directeur général de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire ;

**CONSIDERANT** que la vaccination est un axe essentiel de la lutte contre l'épidémie de covid-19, que l'organisation de la campagne de vaccination doit prendre en compte les calendriers de livraison des vaccins, l'enjeu sanitaire d'une protection rapide des populations les plus exposées ou les plus à risque et la nécessité d'adapter l'offre de vaccination en fonction des publics ; qu'à cette fin, il importe que des structures puissent être désignées comme centres de vaccination contre la covid-19 sur l'ensemble du territoire ;

**CONSIDERANT** que la vaccination contre la covid-19 peut être assurée dans des centres désignés à cet effet par le représentant de l'Etat dans le département, après avis du directeur général de l'agence régionale de santé ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de modifier l'implantation de certains centres de vaccination désignés pour le département de la Mayenne par l'arrêté n°2021-102-01 DSC du 12 avril 2021,

## ARRETE :

**ARTICLE 1 :** Les structures ci-dessous sont désignées comme centres de vaccination pour assurer la campagne de vaccination contre la covid-19, en application des dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2021 susvisé :

- **Centre de vaccination de Craon :** HLSOM, 3 route de Nantes, 53400 Craon
- **Centre de vaccination de Château-Gontier :** Espace Saint Fiacre, 53200 Château-Gontier-sur-Mayenne
- **Centre de vaccination d'Evron :** gymnase municipal, boulevard Henri Rossignol, 53600 Evron
- **Centre de vaccination d'Ernée :** Espace Clair de Lune, rue des Mirettes, 53500 Ernée
- **Centre de vaccination de Laval :** Salle polyvalente, place de Hercé, 53000 Laval
- **Centre de vaccination de Mayenne :** Salle polyvalente de Mayenne, rue Volney, 53100 Mayenne
- **Centre de vaccination de Meslay-du-Maine :** Salle socioculturelle, 16 place de la poste, 53170 Meslay-du-Maine. À partir du vendredi 15 octobre 2021, le centre de vaccination de Meslay-du-Maine sera transféré au 31 boulevard du collège, 53170 Meslay-du-Maine.
- **Centre de vaccination de Villaines-la-Juhel :** 6 boulevard Henry Dunant, 53700 Villaines-la-Juhel

**ARTICLE 2 :** L'arrêté n°2021-102-01 DSC du 12 avril 2021 portant désignation des centres de vaccination contre la covid-19 dans le département de la Mayenne est abrogé.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Le tribunal administratif peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4 :** Le directeur des services du cabinet du préfet de la Mayenne, le directeur général de l'agence régionale de santé Pays de la Loire, la directrice de la délégation territoriale de Mayenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Mayenne.

Le préfet,



Xavier LEFORT